

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GALLOO Saint-Germer

95 Route Nationale 31
60850 ST GERMER DE FLY

Références : IC-R/0399/22-SLT/SA
Code AIOT : 0005101531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement GALLOO Saint-Germer implanté 95 Route Nationale 31 60850 ST GERMER DE FLY. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO Saint-Germer
- 95 Route Nationale 31 60850 ST GERMER DE FLY
- Code AIOT : 0005101531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société GALLOO est autorisée par arrêté préfectoral du 10/04/1998 et par arrêté préfectoral complémentaire du 27/04/2011 à exploiter des installations de récupération, de négoce, de transformation de ferrailles et de métaux sur la commune de Saint-Germer-de-Fly. Le site est également agréé par arrêté préfectoral du 29/11/2018 (pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'inspection du 18/06/2019
- conditions d'admission et d'entreposage des déchets

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 11	/	Observation
2	Clôture	AP Complémentaire du 21/11/2014, article 5	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 7.8.4, 18.1 et 18.2	/	Observation
4	Stockages	Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 22	/	Sans objet
5	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	/	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités aux prescriptions applicables au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Les eaux ainsi collectées ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité, et si besoin, traitement approprié de manière à assurer le respect des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• la couleur de l'effluent ne devra pas provoquer de colorisation persistante du milieu récepteur ;• l'effluent ne dégage aucune odeur ;• teneur en MES < 35 mg/l ;• teneur en hydrocarbures < 10 mg/l ;• DCO < 125 mg/l ;• DBO < 30 mg/l. En aucun cas, ces valeurs ne devront être obtenues par apport d'eau de dilution. Les dispositifs de traitement installés devront être suffisamment dimensionnés et faire l'objet d'une maintenance soutenue. Ils seront nettoyés autant que besoin, au minimum une fois par an.
Constats : <u>Inspection du 18/06/2019 :</u> Il avait été constaté que la dernière analyse réalisée mettait en évidence un dépassement des valeurs limites pour les paramètres DCO, DBO5 et le fer. L'exploitant avait indiqué que le nettoyage du débourbeur avait été réalisé suite à cette analyse. La commande avait été passée auprès de CERECO pour effectuer une nouvelle analyse mais compte tenu du taux faible de pluviométrie l'analyse n'avait pas encore été réalisée au moment de l'inspection. Par ailleurs, il avait été indiqué que l'exploitant pourrait utilement prévoir un nettoyage du séparateur hydrocarbures au moins deux fois par an (étant entendu que l'arrêté préfectoral prévoit une maintenance soutenue). Un nettoyage avant la réalisation des analyses permettrait d'en vérifier l'efficacité. <u>Inspection du 13/09/2022 :</u> L'exploitant a présenté la dernière analyse réalisée sur les rejets aqueux du site (analyse CERECO sur un prélèvement du 28/06/2022). Les résultats ne présentent pas de dépassement des valeurs limites. Les BSD faisant suite au curage du débourbeur par la société DUBOURGET le 03/12/22 ont également été présentés. L'exploitant indique que le curage n'est réalisé qu'une fois par an.
Observations : L'inspection rappelle qu'un entretien plus soutenu du débourbeur pourrait être pertinent compte tenu de l'activité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires à assurer le bon état de la clôture existante. Cette dernière a les caractéristiques physiques (bon état général, continue autour de l'installation, sans fissures, ouvertures ou failles) permettant d'assurer la limitation des accès au site.</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 18/06/2019 :</u> L'exploitant avait indiqué que la clôture devait être remplacées pour éviter les intrusions. Par ailleurs, il était envisagé de racheter des parcelles limitrophes au site (le long de la voie verte). L'inspection avait indiqué qu'un porter à connaissance devrait être déposé si l'emprise du site était modifiée.</p> <p><u>Inspection du 13/09/22 :</u> L'exploitant indique que la clôture n'a pas été remplacée et les parcelles limitrophes au site n'ont finalement pas été rachetées. Depuis la dernière inspection, le site n'a pas fait l'objet d'intrusion. L'exploitant indique que les métaux présentant une valeur marchande importante sont désormais stockés dans des bennes sous un bâtiment situé de l'autre côté de la RN31.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 7.8.4, 18.1 et 18.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 7.8.4 Le matériel de lutte contre l'incendie couvrira l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur seront dimensionnés avec la nature et l'importance du risque à défendre.</p> <p>Le matériel disponible sera au moins constitué par : - des extincteurs appropriés, judicieusement répartis, - des tas de sable meuble et sec ou, si des impératifs industriels s'y opposent, des dispositifs d'efficacité équivalente.</p> <p>Le matériel devra être périodiquement contrôlé. En particulier, les extincteurs seront vérifiés au moins une fois par an ; la date du dernier contrôle sera mentionnée sur chaque appareil.</p> <p>Article 18.1 L'exploitant prendra l'attache du centre de secours de La Chapelle aux Pots pour élaborer un plan d'intervention. Ce plan sera soumis pour approbation au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise et sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Article 18.2 Pour réaliser la défense incendie, l'établissement devra disposer d'un poteau d'incendie normalisé pouvant alimenter 60 m³/h pendant 2 heures et situés à moins de 200 m de chaque site. À défaut, tout autre moyen équivalent pourra être retenu en accord avec les services d'incendie et de secours de l'Oise.</p>

Constats :**Inspection du 18/06/2019 :**

Il avait été constaté que le site comportait 2 réserves incendie (30 et 50 m³). Seule la réserve de 50 m³ était contrôlée. Celle de 30 m³ n'était pas accessible.

Des poteaux incendie étaient également présents le long de la RN 31 à moins de 200 m mais l'exploitant ne pouvait pas justifier de leur débit.

Le volume des réserves étant inférieur à 120 m³, il avait été demandé à l'exploitant de justifier de l'atteinte minimale du débit de 60 m³/h pendant 2h sur les poteaux incendie situés à proximité (non-conformité).

Par ailleurs, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser le plan de défense incendie du site.

Inspection du 13/09/22 :

En réponse à l'inspection de 2019, l'exploitant avait transmis les justificatifs de débit des poteaux situés à proximité du site et justifiant de l'atteinte minimale de 60 m³/h pendant 2h.

Par ailleurs, il était indiqué qu'un exercice de secours devait être réalisé avec les pompiers.

L'exploitant indique que la réserve interne de 50 m³ est prévue pour une première intervention en interne avant l'arrivée des pompiers.

Le dernier rapport de contrôle par la société Leboulanger Sécurité a été présenté (vérification du 12/07/2022). Le rapport mentionne qu'une lance est HS. L'exploitant indique qu'elle a été remplacée.

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie. Le plan distingue les différentes zones à risque du site. L'exploitant indique que le plan doit prochainement être transmis aux services d'incendie et de secours.

Concernant l'exercice avec les pompiers, l'exploitant indique qu'il n'a finalement pas eu lieu. Toutefois, suite à une visite du site, les pompiers ont préconisé la mise en place d'un nouvel accès côté nord du site afin de pouvoir accéder au poteau incendie situé sur la zone industrielle.

Lors de la visite du site, la mise en place de cette porte a été constatée. L'accès de cette porte est toutefois encombré par la présence de bennes.

Le dernier rapport de vérification des extincteurs a été présenté (rapport de la société Leboulanger Sécurité suite à une visite du 12/07/2022). Le rapport indique que 6 extincteurs doivent être remplacés. L'exploitant a présenté le bon d'intervention du 13/09/2022 correspondant au remplacement de ceux-ci.

Observations : L'exploitant veillera à maintenir dégagé le nouvel accès pompier mis en place au nord du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/1998, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stockages d'épaves et de ferrailles devra être limitée à celle des clôtures sans dépasser 6 mètres. Les stockages ne devront en aucun cas s'appuyer sur les clôtures, sauf si celles-ci sont conçues et calculées pour supporter des surcharges.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de marquages sur les clôtures du site afin de matérialiser la hauteur de stockage maximale. Le jour de l'inspection, la hauteur des stockages était inférieure à la hauteur maximale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. I. Réception et entreposage. Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
Constats : L'exploitant a présenté une fiche récapitulant les conditions d'acceptation. Cette fiche détaille notamment la liste des déchets qui sont refusés. Il s'agit d'une fiche type pour l'ensemble des sites du groupe GALLOO. L'inspection indique que le document pourrait être adapté au site de St Germer. Il a été constaté la présence d'un affichage sur le site reprenant l'ensemble des déchets refusés. L'exploitant indique que la réception des déchets est réalisée de la façon suivante: <ul style="list-style-type: none"> - le producteur de déchet se présente à l'accueil, - le véhicule passe sur le pont bascule, - les déchets sont déchargés sur la plateforme du site en présence du personnel, - le véhicule repasse sur le pont bascule,

<p>- les déchets sont triés par l'exploitant.</p> <p>Dans certains cas, l'exploitant indique que les déchets ne sont pas déchargés sur la plateforme, les usagers sont directement conduit par le personnel à la zone de stockage des déchets.</p> <p>Un état des stocks visuel est réalisé toutes les semaines par l'exploitant.</p> <p>Le registre des déchets a été présenté par l'exploitant (registre 2022). Le registre fait uniquement apparaître la mention "particulier 2" pour l'ensemble des apports de particuliers, les coordonnées exactes ne sont pas saisies. L'exploitant indique qu'il est possible de retrouver les coordonnées du particulier via le livre de police.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de bouteilles de gaz déposées par des particuliers (déchets non autorisés sur le site mais non récupérés par les producteurs suite à la demande de l'exploitant) à proximité des bouteilles de gaz utilisées sur le site (engins, découpe au chalumeau).</p> <p>L'exploitant devra séparer les bouteilles déposées par des particuliers (qui sont des déchets) de celles utilisées pour le fonctionnement de ses installations. De plus, afin de limiter les risques, il est demandé à l'exploitant de gérer les stockages de bouteilles et plus globalement les déchets selon leur nature (combustibles, inflammables...).</p> <p>Observations : L'exploitant mettra en place des procédures spécifiques au site de St Germer.</p> <p>Les bouteilles de gaz seront gérées selon leur nature (déchets ou non, combustibles, inflammables...).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
